

complexes analogues mais plus petits dans d'autres pays, en fait contrôle l'OTAN et aussi, hélas! d'autres aspects des politiques internationales et nationales.

J'ai donc conclu que, pour un pays comme le Canada, le moment était venu d'utiliser ses ressources surtout pour aider à relever le niveau de vie des pays émergents, sachant que la suppression de la pauvreté et de la maladie, l'accession des peuples sous-développés à un niveau de vie décent, constituent une dissuasion essentielle, même plus efficace que la confrontation militaire. Le moment est venu pour le Canada d'utiliser ainsi ses ressources au lieu de les gaspiller à des engagements militaires douteux, comme le premier ministre lui-même juge nos engagements en Europe. Il n'y a rien d'original à dire que le moment est venu, en fait depuis fort longtemps, pour le Canada de se joindre aux autres pays plus petits pour s'attaquer implacablement à détruire la terreur nucléaire et le complexe militaire industriel international qui l'alimente.

Dans notre monde moderne, toute politique étrangère et de défense viable d'un pays comme le Canada—et je ne parle que de notre pays—doit tenir compte de trois faits. Premièrement, que la paix du monde dépend actuellement de cet équilibre dément de terreur nucléaire, qui peut à tout moment être rompu, soit volontairement par quelque gouvernement maléfique ou accidentellement par quelque général stupide. Compter sur l'équilibre de la terreur nucléaire c'est risquer de provoquer le genre de destruction dont la seule perspective nous fait tous frémir. Aussi, un pays non nucléaire comme le Canada, et ne voulant pas le devenir, devrait consacrer une quantité prodigieuse de ressources et d'énergie à toute négociation de paix et de désarmement, où que ce soit dans le monde. Nous devrions même faire davantage. Nous devrions parler haut et ferme contre la course constante aux armements nucléaires. Nous ne devrions pas avoir peur de dire à Washington que nous désapprouvons le déploiement des missiles antimissiles, qui menacent la paix du monde. Voilà ce que nous devrions faire.

**Une voix:** Et la Russie?

**M. Lewis:** Même chose à l'égard de Moscou et de toute autre puissance militaire. Nous devrions être du nombre des pays qui s'insurgent contre cette façon d'agir. Je ne suis pas assez naïf pour croire que le seul fait d'une intervention verbale du Canada dans ce sens aboutirait à quelque chose, d'autre part si cette méthode ne vaut rien, il n'y a plus d'espoir pour le monde. S'il y a assez de

nations comme le Canada pour exiger, sans relâche, la cessation de cette course insensée aux armements nucléaires, si nous agissons de concert, si nous nous retirons tous des alliances militaires de façon que personne ne puisse plus nous reprocher de jouer, comme aujourd'hui, un rôle de satellite, si un nombre suffisant de pays présentent cette requête d'un commun accord, aux Nations Unies et à toute autre organisation, le bon sens des nations prévaudra en fin de compte. Si la chose est impossible, tout espoir est perdu pour le monde.

La seconde question d'importance internationale, c'est celle de la faim dans l'univers et du danger qu'elle représente pour la paix. Nous devrions consacrer une bonne part de nos ressources et de nos énergies à ce domaine d'activité, pour le salut et la promotion des peuples.

● (5.00 p.m.)

[Français]

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir dire quelques mots sur la situation mondiale, sur l'OTAN et sur la situation économique actuelle au Canada.

Je crois qu'il conviendrait d'intituler mon exposé: Les canons aux dépens du pain et des vies canadiennes. Nous devons d'abord établir la paix entre nous, au Canada, afin d'assurer en même temps notre sécurité.

Présentement, nous sommes en face d'une situation internationale et nationale assez compliquée, tant pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) que pour le ministre de la Défense nationale (M. Cadieux), car ils doivent prendre position, décider de l'avenir de la nation canadienne et de la façon dont nous devons participer à l'OTAN.

Monsieur l'Orateur, il ne faut pas oublier, comme le disait le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas), que nous contribuons depuis 20 ans aux forces de l'OTAN et que, lorsque nous avons décidé de le faire, c'était pour une question importante, mais il ne s'agissait que d'une participation temporaire. Cependant, les années ont passé et cette participation se continue toujours. Je crois qu'il est temps d'y mettre fin.

Le gouvernement devrait retirer, pendant deux ans, tous ses effectifs de l'OTAN et consacrer plutôt l'argent dépensé au titre de la défense au renflouement de l'économie canadienne, en construisant des habitations pour les Canadiens qui demeurent dans des taudis et qui paient, sans en avoir les moyens, des loyers de \$200 ou \$300 par mois.

[M. Lewis.]